

Déclaration conjointe à la presse de MM. François Hollande, Président de la République, et Haïder al-Abadi, Premier ministre irakien, sur la lutte contre le groupe terroriste Daech en Irak, à Bagdad le 12 septembre 2014.

LE PRÉSIDENT

« Monsieur le Premier ministre, je tenais à être présent aujourd'hui en Irak. Pour exprimer le soutien de la France à ce peuple, qui a souffert et qui souffre encore. Mais aussi le soutien de la France aux nouvelles autorités irakiennes.

J'ai rencontré le Président de la République, le Président du parlement, le Premier ministre. Ce sont des autorités issues du suffrage universel. Autorités légitimes et qui ont réussi ce qui était attendu dans cette période, c'est-à-dire se rassembler. Se réconcilier. Se mettre ensemble au travail pour leur pays. Et c'était la condition indispensable pour que la communauté internationale se mobilise pour l'Irak. L'Irak fait face à une menace qui est celle du terrorisme. Une menace barbare qui est venue de Syrie, mais qui hélas mobilise des combattants venant de tous les pays du monde. Et c'est pourquoi cette menace globale appelle une réponse globale. La lutte contre Daech c'est bien sûr la responsabilité de l'Irak, mais c'est aussi la responsabilité du monde de soutenir l'Irak pour que le terrorisme soit éradiqué dans cette région.

Ce terrorisme nous menace, puisque des combattants viennent de tous les pays et qu'ils peuvent y retourner, revenir et commettre d'autres actes. Et c'est pour apporter une réponse globale que la France a pris une initiative avec l'Irak. Organiser une conférence à Paris, lundi, sur l'Irak et contre le terrorisme, en l'occurrence contre le mouvement Daech.

Cette conférence aura trois objets. Le premier, c'est de fournir un cadre politique pour que chacun puisse coordonner ses efforts, que chaque pays puisse apporter un soutien à l'Irak dans ce moment. Ensuite il y aura un volet d'aide humanitaire indispensable. Et enfin il y aura un aspect sécuritaire, avec une large coalition qui est en train de se former pour venir en soutien militaire à l'Irak.

La France elle-même a engagé une coopération justement avec les nouvelles autorités irakiennes et c'était également le sens de ma présence ici. Coopération dans tous les domaines.

Humanitaire, nous avons déjà livré plus de 60 tonnes de matériel. Coopération et aide militaire, c'est la 4ème livraison de moyens militaires pour les irakiens dans leur combat contre le mouvement terroriste. Et cette coopération doit prendre aussi un aspect économique de reconstruction, de développement et c'est ce dont nous avons convenu avec le Premier ministre. Enfin, la France fait son devoir sur le plan de l'accueil des personnes persécutées. Nous sommes en soutien du peuple irakien, des minorités et lorsqu'il y a des cas d'urgence qui le justifient et des liens qui peuvent être établis avec la France, nous faisons notre devoir.

Voilà je suis venu ici en Irak dans un moment très particulier où des nouvelles autorités font maintenant union pour combattre le terrorisme et pour préserver l'unité, l'intégrité et la souveraineté de l'Irak. Je suis venu pour porter un message de solidarité de la France et je suis également venu pour exprimer que la France sait toujours prendre ses responsabilités quand il s'agit de la sécurité et de la paix dans le monde. ».

JOURNALISTE

« Monsieur le Président, le 15 de ce mois se tiendra à Paris une réunion en faveur de l'Irak. Qu'est-ce que cette réunion va apporter de nouveau à ce sujet ? »

LE PRESIDENT

« La conférence de Paris, lundi, doit répondre à trois questions.

D'abord, comment aider l'Irak pour que cette nation puisse faire face à cette attaque terroriste. Nous devons donner un cadre politique, montrer que la communauté internationale est présente.

Il y aura, lundi, les cinq pays membres permanents du conseil de Sécurité, il y aura aussi beaucoup d'autres pays qui veulent s'associer, montrer leur soutien à l'Irak.

Deuxièmement, nous devons coordonner nos efforts pour bien répondre aux besoins urgents de l'Irak mais aussi à la reconstruction des zones où Daech a installé un moment son influence et a détruit une partie du territoire.

Enfin, il y aura nécessairement des aspects sécuritaires qui seront évoqués et vous savez qu'il s'est constitué une coalition et nous aurons donc aussi à évoquer ses objectifs.

La conférence, c'est un moment important pour l'Irak, savoir que la communauté internationale est à ses côtés, comme je l'ai fait au nom de la France aujourd'hui, dans un moment très particulier, qui est une bataille engagée contre ce mouvement terroriste et qui peut se diffuser bien au-delà de l'Irak, bien au-delà de la Syrie. C'est aussi mettre tous les moyens de la communauté internationale au service de l'Irak et de la lutte contre le terrorisme. C'est ensuite que pourront se définir un certain nombre d'actions. »

JOURNALISTE :

« Bonjour, est-ce que l'Iran participera à cette conférence internationale, lundi ? Et deuxièmement, vous êtes prêt à donner des moyens aériens à l'Irak. Est-ce que vous pouvez nous dire quels moyens militaires la France est-elle prête à engager sur le terrain pour frapper l'état islamique en Irak ? Et est-ce que le porte-avion Charles de GAULLE pourrait être dépêché sur la zone ? Merci »

LE PRESIDENT

« Nous souhaitons qu'il y ait une approche la plus large possible de la participation à cette conférence de lundi sur l'Irak et contre le terrorisme, donc nous travaillons à ce qu'il y ait les pays déterminants. J'évoquais les membres permanents du conseil de Sécurité, les pays de la région afin qu'il y ait la plus grande coordination et la plus grande solidarité. Alors la liste exacte de tous les participants n'est pas établie, c'était aussi l'objet de mon déplacement ici en Irak. Le ministre des Affaires étrangères français, comme le ministre des Affaires étrangères irakien, sont au travail pour qu'il y ait une large participation à cette conférence sur l'Irak.

Sur l'aide militaire que la France apporte à l'Irak. D'abord, nous avons été le premier pays européen à livrer des matériels militaires. C'était au cours du mois d'août, au moment où la situation était particulièrement cruciale, elle est encore dramatique, mais là, il y avait péril. La France a effectué plusieurs livraisons. Nous en sommes au quatrième transport. Nous avons aujourd'hui même avec le Premier ministre Al-ABADI, regardé ce que nous pouvions faire de plus et nous travaillons là-aussi avec nos alliés pour avoir les réponses les plus appropriées. Nous connaissons les demandes, nous savons la menace. Nous avons cette conférence et nous prendrons les décisions le moment venu. Il n'y a pour l'instant aucun détail qui puisse être donné sur les opérations, notamment par rapport au porte-avion. Quand on prépare un certain nombre de décisions ou d'actions, généralement on n'en donne pas les détails et en plus il n'y a pas lieu aujourd'hui d'avoir ce type de transport.

JOURNALISTE :

« Monsieur le Président, le premier ministre irakien vient de souligner l'importance qu'il attachait au soutien aérien que pourraient apporter les alliés, notamment la France, à des opérations militaires contre Daech. Je vous le demande, pour lever toute ambiguïté : est-ce que la France serait prête à engager ses forces aériennes y compris et jusque dans le ciel syrien ? Et vous Monsieur le Premier ministre, je souhaiterais savoir si vous souhaitez justement cette intervention française dans le ciel syrien ? »

LE PRESIDENT:

« La France a aidé militairement l'Irak depuis maintenant plusieurs semaines. Compte tenu de la gravité de la situation, des actes barbares qui avaient été commis, du groupe terroriste qui de Syrie est venu en Irak et menace l'ensemble de la région et même au-delà, je suis venu ici à Bagdad pour discuter avec les nouvelles autorités irakiennes, qui ont fait cet effort de s'unir, pour dire la disponibilité de la France, pour aider encore davantage militairement l'Irak dans sa lutte contre le terrorisme. J'ai entendu la demande du Premier ministre. Nous travaillons avec nos alliés sur un certain nombre d'hypothèses.

Il y aura cette conférence à Paris, nécessaire, pour donner un cadre politique car la France agit au nom du droit, elle agit dans un cadre international et elle agit aussi en souveraineté en indépendance et donc nous travaillons, nous sommes disponibles et nous aiderons l'Irak.

Vous me posez une question sur la Syrie, j'ai voulu répondre sur l'Irak. La Syrie, c'est une question qui sera abordée, qui est déjà abordée.

Je vais dire juste un mot sur la Syrie, je n'en dirai pas plus. Il y a un an, presque jour pour jour j'avais averti de la gravité de la situation en Syrie. La communauté internationale a préféré prendre d'autres chemins. Nous voyons que depuis un an, je devrais dire d'ailleurs depuis plus longtemps, la détérioration, le chaos même, de la situation syrienne a abouti à ce qu'il y ait une pénétration de ce groupe terroriste en Irak. Donc nous devons aussi trouver les solutions appropriées pour la Syrie, mais aujourd'hui c'est de l'Irak qu'il s'agit et de la disponibilité de la France dans un cadre international. »

HAÏDAR AL-ABADI :

« Vous m'avez posé une question, est-ce que l'Irak demande une intervention en Syrie ?

Aujourd'hui nous sommes en train de mener une véritable guerre en Irak avec la participation du service de sécurité de notre armée, de la mobilisation populaire et également des enfants de nos régions contre ce mouvement terroriste. Nous pouvons gagner sur le sol mais nous avons besoin d'une couverture aérienne. Cette agression vient du territoire syrien, le mouvement de l'EILL Daech a des bases en Syrie et l'Irak comme je l'ai dit, subit une véritable agression. Ces groupes agressent nos citoyens, ils tuent nos citoyens, et ce sont des victimes innocentes qui tombent. La communauté internationale a la responsabilité d'arrêter cette agression et d'intervenir afin de détruire les capacités de l'EILL qui part de Syrie, comme je l'ai dit dans les actions militaires menées contre nous. Merci. »